
LA RÉFORME DES RETRAITES ET LE RAPPORT AU TRAVAIL EN FRANCE

Luc Rouban

Directeur de recherche CNRS

luc.rouban@sciencespo.fr

La contestation forte de la réforme des retraites lancée en 2023 par le gouvernement d'Élisabeth Borne ne peut se comprendre si l'on fait abstraction de la place et du rôle que le travail prend dans la vie des Français. La question du travail ne se résume pas à celle des rémunérations, même si celle-ci a pris une importance cruciale avec l'inflation qui touche notamment les prix alimentaires et, dans une moindre mesure, ceux de l'énergie. Elle renvoie également au statut social qu'il confère, à la fierté d'être en mesure de maîtriser un savoir-faire comme le résultat de son activité, à l'investissement humain, physique ou psychique qu'il représente, à la place qu'il prend dans le récit de vie au sortir de l'école comme à la fin de son parcours professionnel.

Les résultats de la vague 14 du Baromètre de la confiance politique nous dévoilent un paysage sociopolitique qui tranche singulièrement avec les idées reçues que l'on a des Français et de leur rapport au travail. Point de rejet du travail et d'aspiration particulière à la paresse ou de désinvolture « si typiquement française ». En revanche, cet investissement fort dans le travail ne reçoit pas la reconnaissance sociale ou professionnelle qu'il appelle et c'est en cela que la situation étudiée en France se distingue de celle que l'on observe en Allemagne ou au Royaume-Uni.

La vague 14 du Baromètre de la confiance politique s'appuie sur un échantillon représentatif de 3 072 enquêtés en France, 1 675 en Allemagne, 1 685 en Italie et 1 659 au Royaume-Uni. L'enquête de terrain a été menée du 27 janvier au 17 février 2023 pour l'ensemble des quatre pays.

Un fort investissement dans le travail

L'enquête confirme le haut niveau de rejet de la réforme des retraites puisque 65% des enquêtés ne sont pas d'accord avec le projet de retarder l'âge légal de départ à la retraite, dont 41% de « pas du tout d'accord », ce qui indique que ce rejet est profond. Et cette moyenne oppose encore les actifs qui refusent cette réforme à concurrence de 71% contre 53% des retraités mais aussi 76% des inactifs (étudiants, personnes au foyer). Cette opposition a également une

1.

Voir le détail en annexe

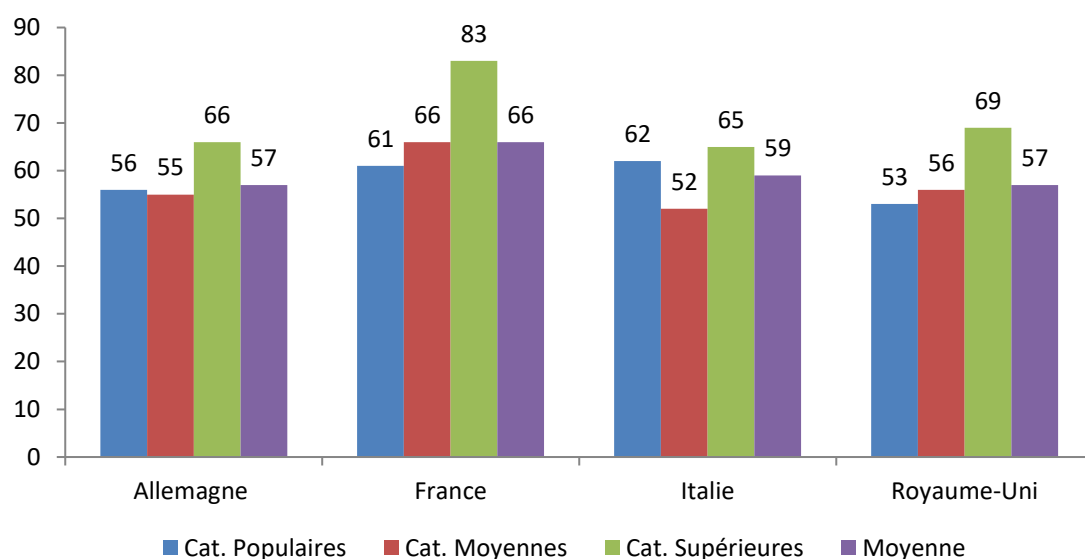
dimension générationnelle très marquée puisque la proportion de ceux qui la refusent passe de 26% pour la génération de la Seconde guerre mondiale à 55% dans celle des boomers pour atteindre 74% à partir de la génération X soit celles et ceux qui sont nés à partir de 1965¹.

Ce rejet massif ne peut s'expliquer ni par l'idée que le travail se réduirait à un ensemble de tâches pénibles à accomplir pour vivre ou survivre et dont on renierait l'intérêt, ni par l'idée que les Français seraient bien plus demandeurs de loisirs, de vacances et de paresse que leurs voisins européens.

Bien au contraire, on note un fort niveau moyen de fierté dans le travail qui distingue les enquêtés français. Pour mesurer ce sentiment de fierté, on a créé un indice qui repose sur le jeu des réponses à trois questions. La première porte sur le fait de savoir si l'enquêté estime avoir ou avoir eu une réelle autonomie dans son travail. La seconde si ce travail est ou était bien considéré par les gens. Et la troisième si ce travail donne ou donnait l'impression qu'il servait à quelque chose. Au total, on dispose donc d'un indice allant de 0 à 3 en fonction du nombre de réponses positives, que l'on a ensuite dichotomisé pour distinguer ceux qui s'estiment fier de leur travail (2 ou 3 réponses positives) de ceux qui ne le sont pas (aucune ou une réponse positive). On a isolé dans les réponses les seuls actifs (en emploi ou au chômage) et les retraités en écartant les inactifs qui n'ont jamais travaillé.

En moyenne, les enquêtés français estiment avoir une plus grande fierté de leur travail présent ou passé que leurs homologues européens. Mais cette moyenne est largement confirmée lorsqu'on étudie les réponses par catégorie socioprofessionnelle. Quelle que soit la place du travail dans la hiérarchie des emplois, cette observation se confirme. Elle se confirme également lorsqu'on étudie la distribution des réponses par génération. On remarque en particulier qu'il existe des différences importantes entre les pays au sein des générations les plus jeunes, notamment la génération Y et Z. Les enquêtés français de la génération Y estiment être fortement fiers de leur travail à concurrence de 65% contre 54% des enquêtés allemands, 55% des enquêtés britanniques et 59% des enquêtés italiens. Il en va de même pour la génération Z même si les écarts se réduisent : 57% en France contre 53% en Allemagne, 56% en Italie et 55% au Royaume-Uni. On ne peut donc en conclure à un déphasage particulier de la jeunesse française en ce qui concerne son rapport au travail, du moins tel qu'il est analysé ici.

Graphique 1 : Le positionnement sur la partie supérieure de l'indice de fierté au travail (%)



Source : CEVIPOF, Baromètre de la confiance politique, vague 14.

À cette fierté dans la pratique d'un métier s'ajoute le fait que le travail prend une place importante dans la vie que ce soit en France ou dans les trois autres pays étudiés. On ne note pas de remise en cause du travail au nom de la société des loisirs, du refus du capitalisme ou d'une appétence nationale pour la paresse. Si l'on ne prend que les actifs ou anciens actifs, on voit ainsi que le travail prend une place importante dans la vie à hauteur de 73% en France comme en Allemagne, de 72% au Royaume-Uni et de 89% en Italie. Mais si l'on examine seulement les élèves et les étudiants, censés faire partie de générations qui réproouvent l'idée d'une vie organisée autour du travail, on voit que les enquêtés français sont 79% à donner de l'importance au travail contre 88% au Royaume-Uni et 90% en Italie mais 67% en Allemagne, ce qui vient bousculer quelque peu les idées reçues sur le monde méridional et le monde germanique.

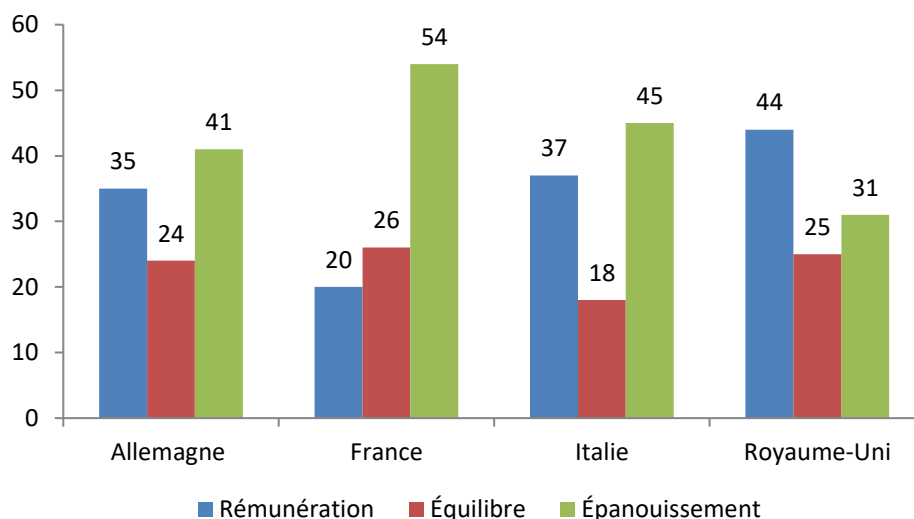
En revanche, c'est en France que l'importance accordée au travail évolue le plus selon sa catégorie socioprofessionnelle. La proportion d'enquêtés lui donnant de l'importance passe ainsi de 68% dans les catégories populaires à 75% dans les catégories moyennes puis à 83% dans les catégories supérieures. Le même phénomène s'observe, mais dans une bien moindre mesure, au Royaume-Uni (respectivement, 72%, 67%, 82%) mais ni en Allemagne ni en Italie où la position sociale objective ne change pas grand-chose à la distribution moyenne. Ce surinvestissement dans le travail se retrouve mécaniquement plus affirmé parmi les enquêtés ayant fait des études longues et de haut niveau, qui ont obtenu des doctorats ou sont passés par de grandes écoles.

Un métier pour s'épanouir

Ce qui distingue surtout la France des trois autres pays est le fait de considérer pour une majorité d'enquêtés qu'un métier doit avant tout servir à son épanouissement personnel (54%) bien avant d'obtenir une bonne rémunération (20%) alors que le quart d'entre eux (26%) préfèrent équilibrer les deux dimensions, ce qui se traduit par le choix de la note 5 sur une échelle allant de 0 à 10².

2. Les résultats présentés peuvent différer d'un point au regard de la présentation générale des résultats étant donné que l'on écarte ici les non réponses du traitement

Graphique 2 : Ce qui compte le plus dans un métier (%)



Source : CEVIPOF, Baromètre de la confiance politique, vague 14.

Coluche disait que « l'argent ne fait pas le bonheur des pauvres » mais il semble qu'il ne fasse pas non plus le bonheur des riches. Si l'on examine la distribution des réponses par catégorie socioprofessionnelle, on voit que l'épanouissement est d'autant plus recherché que l'on appartient à une catégorie supérieure. Mais ni les niveaux moyens ni les écarts entre catégories sociales ne sont les mêmes d'un pays à l'autre. C'est en France que les écarts sont les plus réduits puisque cet épanouissement est recherché par 51% des catégories populaires, 54% des catégories moyennes et 60% des catégories supérieures alors que la recherche de la rémunération baisse quant à elle mais de manière modérée, passant de 22% dans les catégories populaires à 21% dans les catégories moyennes et à 14% dans les catégories supérieures. Les écarts sont également relativement réduits en Italie entre catégories sociales mais les niveaux moyens dans la recherche d'une bonne rémunération sont plus importants, tout comme au Royaume-Uni qui se caractérise, quant à lui, par les proportions les plus basses d'enquêtés préférant l'épanouissement. En revanche, les écarts notamment entre classe moyenne et classe supérieure, sont bien plus marqués en Allemagne. Mais on doit souligner que l'on n'observe pas un phénomène de classe car le niveau de diplôme ne joue pas statistiquement, quel que soit le pays, sur la préférence accordée à la rémunération ou à l'épanouissement.

L'autre question, abondamment débattue, est celle de savoir si « les jeunes » sont plus attirés par des métiers qui ont du sens que par des métiers qui rémunèrent bien. En fait, comme le montre le graphique ci-dessous, la rupture entre la génération Z et les générations précédentes n'est vérifiée que pour l'Allemagne et la France. Mais c'est bien en Allemagne que les écarts entre cette génération et la génération Y, qui la précède, sont les plus importants. En Italie, les effets de génération ne jouent pas et au Royaume-Uni la rupture s'est opérée entre la génération X et la génération Y alors que les plus jeunes ne participent pas de cette évolution culturelle. La situation d'ensemble ne conduit donc pas à conclure qu'un « phénomène générationnel » serait à l'œuvre dans la plupart des grands pays européens. Les représentations d'un bon métier restent fortement ancrées dans la sociologie de chaque pays et renvoient bien évidemment aux difficultés économiques que rencontre chaque génération dans l'accès à l'emploi et dans le déroulement ultérieur des carrières.

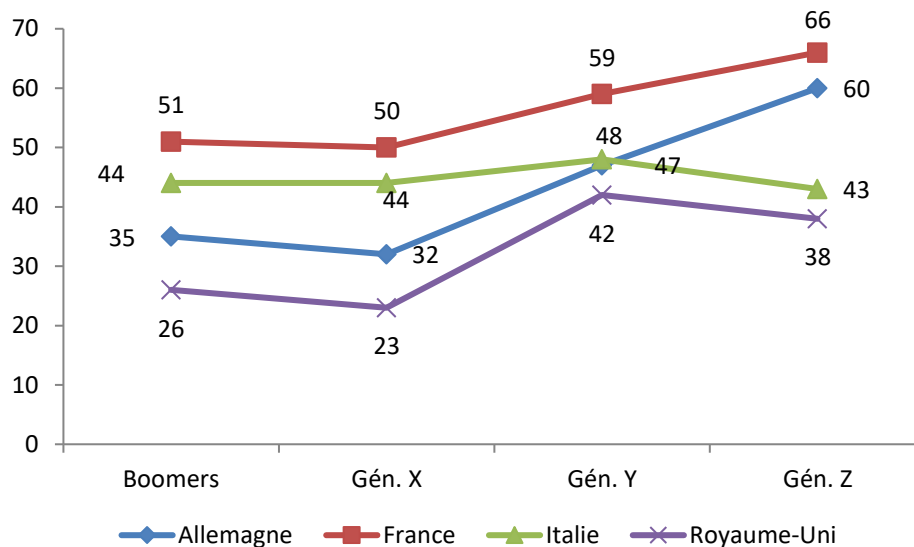
Tableau 1 : Ce qui compte le plus dans un métier par pays et catégorie sociale (%)

	Rémunération	Épanouissement
Allemagne		
Cat. populaires	40	33
Cat. moyennes	37	38
Cat. supérieures	26	59
France		
Cat. populaires	22	51
Cat. moyennes	21	54
Cat. supérieures	14	60
Italie		
Cat. populaires	40	42
Cat. moyennes	37	43
Cat. supérieures	30	57
Royaume-Uni		
Cat. populaires	45	30
Cat. moyennes	45	28
Cat. supérieures	35	42

Source : CEVIPOF, Baromètre de la confiance politique, vague 14.

Néanmoins, et contrairement à ce que l'on pourrait penser *a priori*, il n'existe pas de relation de corrélation entre la situation économique globale des enquêtés et la recherche prioritaire de la rémunération. Paradoxalement, c'est même l'inverse en Allemagne et au Royaume-Uni : plus la situation économique est précaire et plus l'épanouissement est valorisé. On a ainsi créé un indice de précarité économique reposant sur le cumul de plusieurs facteurs de difficulté économique : le fait de risquer peu ou prou d'être au chômage, d'affirmer ne pas pouvoir s'en sortir avec les revenus du ménage et d'appartenir à un foyer qui se situe dans le premier quartile des revenus, calculés selon les normes de l'INSEE en prenant en considération le nombre d'adultes et d'enfants à charge. Cet indice va donc de 0 à 3 et ne concerne ici que les actifs ou anciens actifs. Si l'on dichotomise cet indice entre un niveau bas de précarité (aucun facteur ou un facteur de précarité) et un niveau élevé (deux ou trois facteurs de précarité), on voit que les enquêtés français sont en moyenne les moins touchés par la précarité économique car la distribution de la partie supérieure de l'indice y est de 38% contre 40% en Allemagne, 47% au Royaume-Uni et 53% en Italie. Mais l'effet de cette précarité est faible, voire inexistant, sur la représentation d'un bon métier. Pour la France, la proportion d'enquêtés recherchant avant tout l'épanouissement passe de 56% au niveau 0 de l'indice à 54% au niveau 3. En revanche, en Allemagne, on passe de 37% à 47%, alors qu'on reste stable en Italie à 43% et qu'on passe de 26% à 37% au Royaume-Uni à mesure que la précarité augmente.

Graphique 3 : La recherche de l'épanouissement dans son métier par pays et génération (%)



Source : CEVIPOF, Baromètre de la confiance politique, vague 14.

Note : on n'a pas représenté la génération de la guerre car les effectifs ne sont pas suffisants dans certains pays.

On se doit alors de faire intervenir des variables politiques car on peut faire l'hypothèse que des enquêtés de gauche rejetant le capitalisme préfèrent un métier épanouissant même s'il s'associe à la précarité économique plutôt qu'un métier rémunérateur au risque de jouer un jeu politique qui les répugne. Néanmoins, la précarité économique ne s'associe pas ou plus à la gauche. Si l'on ne retient que les enquêtés français qui se situent sur les deux degrés supérieurs de l'indice de précarité économique, on voit qu'ils se positionnent à gauche sur l'échelle gauche-droite à hauteur de 22% (contre 30% des moins précaires) au centre à concurrence de 18%, à droite à hauteur de 36% et nulle part à concurrence de 24%. Le même phénomène s'observe, mais avec des écarts réduits en Allemagne et en Italie. Il n'y a qu'au Royaume-Uni que les plus précaires se positionnent davantage à gauche (33% contre 26% des moins précaires).

Mais on peut encore penser que le rejet du capitalisme, qui peut nourrir autant la gauche que l'extrême-droite, reste un critère de choix important pour un métier épanouissant plus que rémunérateur. On observe tout d'abord que le fait d'être précaire ou pas sur le plan économique n'entraîne que fort peu de variations dans le rejet du capitalisme en France (50% des plus précaires contre 44% des moins précaires pensent qu'il faut le réformer en profondeur). C'est la même chose en Italie et au Royaume-Uni bien que la demande d'une réforme en profondeur du capitalisme soit en moyenne bien plus basse. On passe ainsi de 32% à 24% en Italie et de 26% à 21% au Royaume-Uni. En revanche, cet écart dans le rejet du capitalisme est bien plus prononcé en Allemagne puisque l'on passe alors de 31% chez les plus précaires à 17% chez les moins précaires.

Le rejet du capitalisme en tant que tel, quelle que soit la situation économique des enquêtés, joue-t-il alors sur le choix d'un métier épanouissant ? Ce n'est pas le cas de trois des quatre pays étudiés. Que l'on pense que le capitalisme doit être réformé en profondeur ou que l'on pense qu'il ne doit pas être

réformé du tout ne joue nullement sur le choix du (ou la préférence pour un) métier sauf en Allemagne où le rejet du capitalisme joue davantage dans le choix d'un métier épanouissant (43% contre 34% de ceux qui pensent que le capitalisme doit être préservé tel quel).

Le rôle du classement subjectif

Le choix axiologique d'un métier (l'argent ou le sens) ne dépend donc ni de la situation économique globale du pays ni de celle des enquêtés ni d'un positionnement idéologique à l'égard du capitalisme. On peut penser que la recherche de valeurs post-matérialistes reste toujours bien vivante, surtout chez les plus diplômés, même dans un contexte de crise économique, d'inflation et de précarité croissante, qui ne les épargne pas³, ce qui peut également signifier que l'on est passé d'une lutte contre le capitalisme à la recherche résignée d'une façon de s'en protéger en privilégiant des métiers épanouissants. Mais il existe aussi une autre réponse qui tient au fait que plus le travail prend de la place dans la vie des enquêtés et plus ce travail doit être source d'épanouissement et cela se vérifie dans les quatre pays. En moyenne, on passe d'une proportion de 31% en faveur de l'épanouissement pour ceux qui pensent que le travail n'a pas du tout d'importance à 50% pour ceux qui estiment au contraire qu'il est très important dans la vie.

On est donc renvoyé à une grille de lecture sociale qui n'a rien de mécanique mais qui reste fortement corrélée à la représentation que les enquêtés ont de leur propre position dans la hiérarchie sociale de leurs pays respectifs⁴. Plus les enquêtés, quelle que soit leur catégorie socioprofessionnelle, estiment qu'ils se situent en haut de cette hiérarchie et plus ils donnent de l'importance au travail dans la vie et plus ils privilégient un métier épanouissant. Le succès social subjectif est fortement corrélé au fait que le travail est devenu un élément central de l'identité sociale, ce qui peut être considéré soit comme un nouveau marqueur social entre « ceux qui ont réussi et ceux qui ne sont rien » soit comme la preuve d'une aliénation capitaliste. La lecture du graphique 4 montre que la situation française se caractérise et par un niveau moyen bien plus élevé de considération pour le rapport qualitatif au travail et par une dissociation plus prononcée entre ceux qui se situent en base de l'échelle sociale et ceux qui se situent en haut quant à l'importance accordée au travail dans la vie.

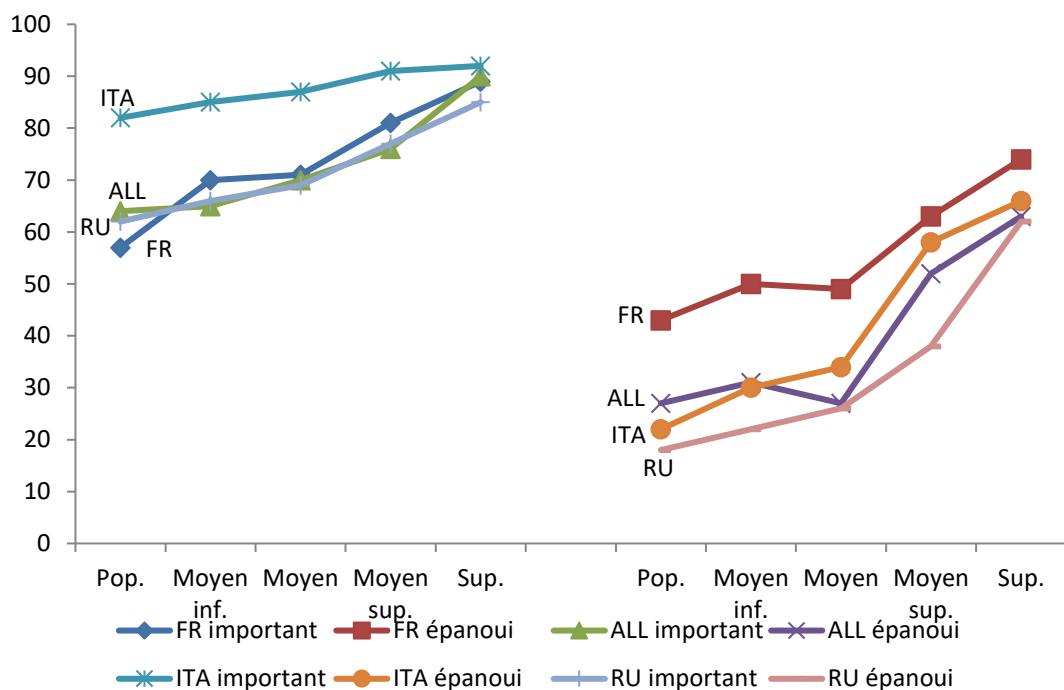
3.

À ce titre, une proportion non négligeable des catégories socioprofessionnelles supérieures se retrouvent en haut de l'indice de précarité : 19% en France, mais 38% en Allemagne, 45% en Italie et 37% au Royaume-Uni

4.

Cette échelle mesure la place que l'enquêté estime occuper dans l'espace social. Elle va de 0 à 10. On l'a regroupée en 5 catégories : populaire, moyenne inférieure, moyenne, moyenne supérieure et supérieure

Graphique 4 : L'importance du travail dans la vie et la recherche de l'épanouissement par pays et par niveau de classement social subjectif (%)



Source : CEVIPOF, Baromètre de la confiance politique, vague 14.

Note : la série de courbes à gauche indique la proportion d'enquêtés pensant que le travail est important dans la vie ; la série de courbes à droite la proportion de ceux qui recherchent avant tout un métier qui permette l'épanouissement.

Un travail généralement peu reconnu

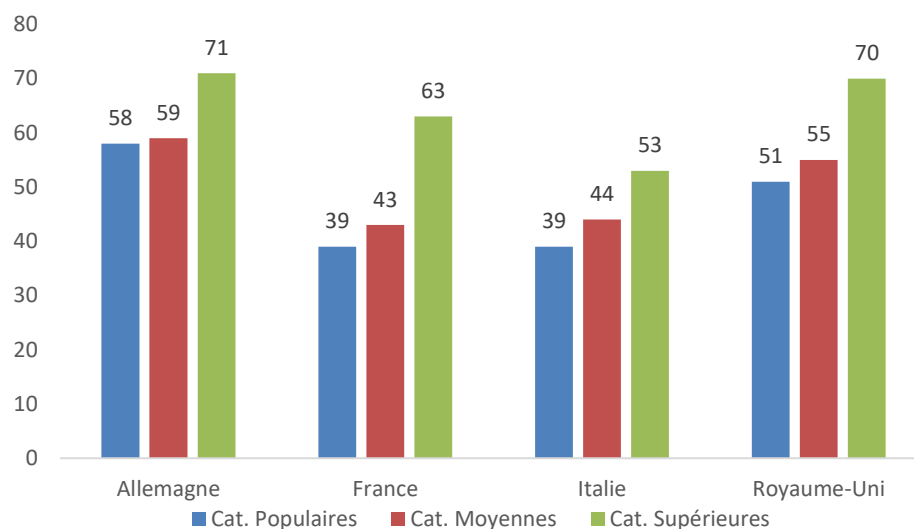
Mais ce qui caractérise également la situation française est le fait que le travail est peu ou mal récompensé non seulement par sa rémunération mais plus généralement dans la reconnaissance sociale qu'il suscite. Les réponses positives à l'affirmation « les efforts que vous faites/avez faits dans la vie professionnelle ont été reconnus et récompensés » sont données par 45% des enquêtés français et 44% des enquêtés italiens contre 56% des enquêtés britanniques et 60% des enquêtés allemands. Mais c'est en France que l'écart entre les réponses des catégories les plus modestes et celles des catégories supérieures est le plus élevé.

Or, c'est bien la reconnaissance de l'effort réalisé au travail qui reste l'une des variables décisives pour comprendre l'acceptation ou le rejet de la réforme des retraites lancée en 2023. C'est ainsi que 27% de ceux qui estiment que leur travail n'est pas reconnu soutiennent le projet de réforme contre 46% de ceux qui, à l'inverse, pensent qu'il l'est ou l'a été. Si l'on met de côté toutes les variables politiques, comme le fait d'avoir voté pour Emmanuel Macron en 2022 ou d'être proche de Renaissance ou d'avoir confiance dans le gouvernement actuel ou bien encore d'être plus ou moins libéral sur le plan économique, puisque cette réforme est devenue un porte-drapeau du macronisme réformateur⁵, on peut dégager les facteurs socio-économiques les plus décisifs dans le positionnement à l'égard de la réforme à travers une analyse de régression. Celle-ci montre que la reconnaissance du travail reste le facteur le plus important dans l'acceptation de la réforme juste après la

5. Et presque seulement de lui. Les enquêtés ayant voté Emmanuel Macron au premier tour de l'élection présidentielle de 2022 soutiennent la réforme à 74% contre 66% pour les électeurs de Valérie Pécresse contre 36% pour ceux d'Éric Zemmour, 29% pour ceux de Yannick Jadot, 26% pour ceux d'Anne Hidalgo, 20% de ceux de Marine Le Pen, 14% de ceux de Jean-Luc Mélenchon et 8% de ceux de Fabien Roussel

génération et cela bien avant le niveau de revenu, l'indice de précarité économique, la catégorie sociale objective, le niveau du dernier diplôme, l'indice de fierté pour son travail, l'importance qu'on accord à celui-ci dans la vie ou le choix en faveur de l'épanouissement plutôt que de la rémunération. Mais si l'on supprime la dimension générationnelle, c'est bien la reconnaissance du travail qui joue le rôle décisif dans l'acceptation ou non de la réforme.

Graphique 5 : Proportion d'enquêtés estimant que leur travail est ou a été reconnu par catégorie socioprofessionnelle et pays (%)



Source : CEVIPOF, Baromètre de la confiance politique, vague 14.

Une réforme des retraites très révélatrice d'une crise sociale profonde

Les résultats de la vague 14 du Baromètre montrent que les Français investissent beaucoup dans le travail, qu'ils lui consacrent une place importante dans la vie et qu'ils sont très généralement fiers du métier qu'ils exercent. Néanmoins, la recherche, plus fréquente que dans les autres pays étudiés, d'un métier qui apporte au moins autant d'épanouissement qu'une bonne rémunération associée au rejet massif du projet de réforme des retraites indique que la perte de sens enregistrée dans de nombreux secteurs, et notamment dans les services publics, au profit d'une gestion lointaine et abstraite produit désormais des effets politiques. Comme la crise des Gilets jaunes, la contestation de la réforme des retraites s'avère très révélatrice d'une fracture entre ceux qui estiment avoir pu profiter d'une certaine mobilité sociale et les autres, entre ceux qui peuvent s'approprier leur travail et ceux qui doivent le subir.

Annexes

La définition des catégories socioprofessionnelles

Celles-ci sont définies de la manière suivante : les catégories populaires comprennent les artisans, les commerçants, les employés, les policiers et militaires, les employés administratifs d'entreprise, les employés de commerce, le personnel des services directs aux particuliers, les ouvriers qualifiés, les chauffeurs, les ouvriers non qualifiés, spécialisés, les ouvriers agricoles, les anciens employés, les anciens ouvriers, les chômeurs n'ayant jamais travaillé. Les catégories moyennes comprennent : les professeurs professions scientifiques, les contremaîtres, les agents de maîtrise, les employés civils et agents de service de la fonction publique, les personnes au foyer, les agriculteurs exploitants, les professions de l'information, des arts et des spectacles, les instituteurs et assimilés, l'encadrement de la santé et du travail social, le clergé et religieux, l'encadrement administratif de la fonction publique, l'encadrement administratif et commercial des entreprises, les techniciens. Les catégories supérieures comprennent : les chefs d'entreprise de 10 salariés et plus, les professions libérales, les cadres de la fonction publique, les cadres administratifs et commerciaux d'entreprise, les ingénieurs et cadres techniques d'entreprise.

Les générations

On a repris ici la classification utilisée par les études sociologiques et commerciales qui distinguent :

- Les « boomers » nés entre 1945 et 1964, qui ont connu dans leur jeunesse le plein emploi et une croissance forte de l'économie ;
- La génération X qui réunit ceux qui sont nés entre 1965 et 1979, ayant connu les chocs pétroliers et la montée du chômage ;
- La génération Y, dénommée également celle des *Millenials*, qui regroupe ceux qui sont nés entre 1980 et 1994, marquée par le développement d'Internet mais également par un rapport au travail plus exigeant et une attente de règles éthiques de la part des entreprises ;
- La génération Z de ceux qui sont nés entre 1995 et 2000 (que l'on prolonge jusqu'en 2005 pour englober ici tous les enquêtés), caractérisée par son insertion dans le numérique, sa connectivité et sa créativité supposée telle qu'elle est vue par les études de marketing ;
- On a ajouté la génération de la guerre, réunissant ceux qui sont nés entre 1927 et 1944, et qui ont connu les effets directs ou indirects de la Seconde guerre mondiale.